

L'utilisation de l'APD pour accumuler les réserves de change en Afrique subsaharienne

par Costas Lapavistas, Maître de conférence en économie, SOAS, Université de Londres

Pour les donateurs de l'aide étrangère, celle-ci doit stimuler l'investissement et la demande globale par le transfert de ressources réelles aux pays destinataires. Ce transfert est essentiel pour les pays d'Afrique subsaharienne. De plus, pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), une augmentation substantielle de l'aide est nécessaire afin d'accroître l'investissement intérieur et les dépenses sociales.

Pourtant, le FMI a encouragé certains des pays les plus pauvres en Afrique subsaharienne à adopter des politiques restrictives qui empêchent le transfert des ressources réelles provenant de l'étranger, y compris les importations des capitaux. Un récent rapport publié par le Bureau indépendant d'évaluation du FMI, [Le FMI et l'aide à l'Afrique subsaharienne, 2007](#), a conclu que les pays d'Afrique subsaharienne bénéficiant d'une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) du FMI ont dépensé en moyenne seulement 28 pour cent de l'aide reçue au cours de la période 1999-2005.

Cette politique de « faible dépense » avait pour but d'éviter l'augmentation de l'inflation au-dessus de cinq pour cent, le seuil peu élevé fixé par le FMI. Toutefois, cet objectif est excessivement restrictif, comme cela a été expliqué dans le One Pager intitulé « [Pourquoi empêche-t-on l'Afrique de dépenser l'APD ?](#) ».

Le présent One Pager consacré aux réserves de change se concentre quant à lui sur le problème de l'insuffisance de l'« absorption » de l'APD. Selon ce même rapport sur le FMI, seuls 63 pour cent de l'aide envoyée à l'Afrique subsaharienne ont été « absorbés » au cours de la période 1999-2005. Les 37 pour cent restants ont été utilisés pour accumuler des réserves. Les pays disposant de réserves de change équivalentes à moins de 2,5 mois d'importations ont utilisé l'aide presque exclusivement pour renforcer le niveau de leurs réserves, n'« absorbant » quasiment rien de cette aide. Les pays disposant de réserves supérieures à ce seuil ont « absorbé » une proportion bien plus grande de l'aide reçue. Cette pratique est liée à l'adoption de la libéralisation des mouvements de capitaux, qui permet aux capitaux de sortir librement d'un pays.

L'« absorption » est un terme technique qui désigne un accroissement du déficit de la balance des opérations courantes correspondant au transfert de ressources réelles à un pays destinataire de l'aide. L'absorption est contrôlée par la banque centrale, puisque celle-ci peut mettre à la disposition des importateurs les devises étrangères liées à l'aide ou bien conserver ces devises sous forme de réserves.

Utiliser l'aide pour renforcer les réserves peut constituer une politique raisonnable pendant une courte période si l'aide est volatile et que le niveau des réserves est très faible. Mais, dans les pays d'Afrique subsaharienne, la politique d'accumulation des réserves s'est poursuivie pendant plusieurs années et l'accumulation a atteint des niveaux bien supérieurs au seuil des 2,5 mois.

Le tableau ci-dessous montre que le niveau total des réserves de change dans les pays d'Afrique subsaharienne est passé de 3,7 mois d'importations en 1997-2001 à 5,2 mois en 2006, et on prévoit qu'il atteindra 5,6 mois en 2007. Cette augmentation a été stimulée par les pays exportateurs de pétrole de la zone, tels que le Nigeria, qui accumulent actuellement les revenus des concessions pétrolières. Mais le niveau des réserves de change a également augmenté bien au-delà du seuil des 2,5 mois d'importations pour un grand nombre des pays les plus pauvres, tels que la Guinée-Bissau, le Mali et la Sierra Leone.

L'augmentation des réserves de change en Afrique s'inscrit dans une tendance générale (encouragée par le FMI) d'accumulation des réserves dans les pays en développement depuis les crises financières de la fin des années 1990. Les réserves de change des pays en développement, proportionnellement aux importations, sont aujourd'hui environ trois fois supérieures à celles des pays développés. En moyenne, elles sont estimées

à environ 25 pour cent du PIB des pays en développement. La plupart des pays les considèrent comme une protection à l'égard des chutes brutales d'arrivées de capitaux et des paniques financières qui s'ensuivent, ou à l'égard de la fuite continue des capitaux.

La politique qui consiste à accumuler de manière excessive des réserves de change est, dans une large mesure, la contrepartie de la libéralisation des mouvements de capitaux et de la liberté de circulation des capitaux, qui ont rendu essentiel l'accès des pays aux liquidités. De plus, depuis la fin des années 1990, les pays en développement ont accumulé une dette à court terme substantielle pour laquelle l'augmentation des réserves de change a servi de couverture liquide.

Toutefois, cette politique a un coût élevé et présente des risques importants. En effet, une grande proportion des réserves de change est détenue par les banques centrales sous la forme de titres du Trésor des États-Unis à faible rendement, alors que le rendement d'un investissement dans des actifs productifs serait bien plus élevé. De plus, le risque encouru est considérable, car une chute de la valeur du dollar pourrait avoir pour corolaire une perte liée à la baisse de la valeur correspondante des titres dans la monnaie nationale.

Appeler « auto-assurance » l'accumulation des réserves de change est trompeur. Les pays en développement ont été contraints d'adopter cette politique en raison de la libéralisation de la circulation des capitaux internationaux et de la dérégulation financière. Cela constitue un bon argument en faveur d'une gestion active de la balance des mouvements de capitaux, qui réduirait la nécessité de détenir un grand stock de réserves peu rentables.

L'accumulation des réserves de change en Afrique subsaharienne constitue également un moyen de défense contre la volatilité de l'aide. Or il serait inutile de prévoir un tel système d'amortissement si les donateurs pouvaient fournir des flux d'aide plus prévisibles. Le fait que le FMI encourage les pays bénéficiaires à « peu absorber » l'APD ne fait qu'aggraver ce problème. Au lieu de financer des transferts de ressources réelles dans l'économie des pays bénéficiaires, une partie assez considérable des fonds reçus au titre de l'aide a été consacrée inutilement à l'accroissement du niveau de liquidité.

Politiques budgétaires et monétaires sont devenues identiquement conservatrices, s'opposant à toute perspective d'accroissement de l'investissement public et privé et d'accélération de la croissance. Ainsi, pour de nombreuses raisons, la pratique actuelle qui consiste à accumuler de manière excessive les réserves de change constitue un sérieux obstacle à la réalisation des OMD, et tout particulièrement de l'objectif prioritaire visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté dans les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne.

Réserves, Afrique subsaharienne (en mois d'importations)

	1997-2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007e
Ghana	1,4	2,0	4,1	3,7	3,2	3,2	3,1
Guinée-Bissau	5,5	11,8	3,8	6,9	6,3	8,1	7,5
Kenya	2,8	3,8	4,2	3,3	3,1	3,6	3,7
Madagascar	2,6	4,2	2,8	2,9	2,9	4,0	4,1
Mali	4,1	6,7	7,8	6,4	5,6	5,6	6,1
Niger	1,7	3,1	4,6	3,6	2,8	4,3	3,5
Sénégal	2,8	3,7	5,0	5,2	4,0	3,9	3,7
Sierra Leone	3,0	3,0	2,0	4,1	4,2	7,8	7,1
Zambie	1,3	4,1	1,7	1,7	2,5	3,0	3,2
Total pour l'ASS	3,7	3,8	3,4	4,2	4,6	5,2	5,6

Source : FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, 2007*. « e » signifie estimé.

Le **Centre international pour l'action en faveur des pauvres (CIP)** est un projet conjoint entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Gouvernement du Brésil pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans la recherche appliquée et de formation sur la pauvreté. Le CIP est spécialisé dans l'analyse des questions de la pauvreté et l'inégalité et aussi de proposer des recommandations pour la formulation de politiques visant à la réduction de la pauvreté. Le CIP est reliée directement avec l'Institut de Recherche Économique Appliquée (IPEA), qui fait recherche pour le gouvernement du Brésil, et le Bureau des Politiques de Développement, PNUD.

Le CIP publie des Working Papers, Policy Research Briefs, *Poverty in Focus*, One Pagers, y Country Studies.

Rapport sur le CIP et toutes les publications disponibles à l'adresse suivante:

www.undp-povertycentre.org